

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 65– AVRIL 2005

SOMMAIRE :

P.2

Editorial " Conflit israélo-palestinien : la foi dans le politique mais ... "
par Pascal Boniface et Serge Rechter

P.3

" Conflit israélo-palestinien : et maintenant ? "
Par Leïla Shahid, Déléguée Générale de l'Autorité palestinienne en France

P.7

" Conflit israélo-palestinien : et maintenant ? "
Par Nissim Zvili, Ambassadeur d'Israël en France

" Conflit israélo-palestinien : la foi dans le politique mais ..."

Par Pascal Boniface et Serge Rechter

Une part substantielle de la sécurité internationale se joue dans le déroulement et -il faut le souhaiter- dans l'issue du conflit israélo-palestinien.

Celui-ci a déjà dépassé en durée la moitié de la guerre de 100 ans ...

Or voilà qu'un vent d'espoir s'est levé. Peut-être n'est-ce qu'une bouffée éphémère. Mais il faut, comme disait Victor Hugo, souffler sur les braises. La flamme de l'espérance est à ce prix.

Des signes porteurs d'avenir sont apparus : l'élection de Mahmoud Abbas, la mise en place d'un gouvernement d'union nationale israélien pour mettre en oeuvre le plan Sharon de retrait de Gaza, la confiance qui naît entre les deux dirigeants, palestinien et israélien, la rencontre de Charm el-Cheik, l'implication grandissante de l'Europe, une prise de conscience nouvelle d'un Georges W. Bush plus libre désormais des contraintes électorales. Les armes peu à peu s'apaisent. Pour combien de temps ?

Bien entendu, les problèmes de fond demeurent. Il va falloir du courage, de l'énergie et des sacrifices des deux peuples pour les régler. La communauté internationale – bien entendu, au premier chef les Etats-Unis, mais aussi l'Europe- a un rôle déterminant à jouer.

L'IRIS et Géostratégies 2000 ont souhaité rencontrer et interpeller les deux parties, l'une représentée par Leïla Shahid, Déléguée Générale de l'Autorité Palestinienne en France, l'autre par Nissim Zvili, Ambassadeur d'Israël en France.

Nous avons voulu nourrir des dialogues allant au fond des choses, bannissant toute langue de bois, en les interrogeant –séparément dans un premier temps- sur le même sujet : "***Et maintenant ?***".

Nous espérons ardemment pouvoir organiser – bientôt - un débat, cette fois commun, évoquant davantage les solutions que des questions aujourd'hui sans réponses ou aux réponses incompatibles. Tant avec Leïla Shahid qu'avec Nissim Zvili, nous avons perçu des ouvertures stimulantes. Vous le verrez en lisant les comptes - rendus des deux débats auxquels plus de 300 participants de Géostratégies 2000, de l'IRIS et leurs invités ont apporté leur part d'écoute et de réflexion, échangeant leurs questionnements, leurs convictions, leurs doutes, leurs espoirs.

Oui leurs espoirs ! et leur quête de volonté politique. Mais celle-ci, indispensable, n'est pas tout pour autant. **La foi dans le politique est essentielle mais...** Notre tâche, notre devoir sont d'aider cette foi dans le politique, cette volonté politique, à s'amplifier et à se traduire sur le terrain pour, enfin, aboutir à la paix. **Espérons que le chemin de paix tracé tant par Leïla Shahid que par Nissim Zvili triomphe et que cette fois, ces espoirs ne soient pas déçus. Faute de quoi, il s'agirait d'une catastrophe aux conséquences imprévisibles.**

Pascal Boniface **Serge Rechter**

Directeur de l'IRISPrésident de Géostratégies 2000

CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN
" ET MAINTENANT ? "
Avec LEILA SHAHID
DELEGUEE GENERALE DE L'AUTORITE PALESTINIENNE EN
FRANCE

Alors que la donne change au Moyen-Orient, tant du côté palestinien que du côté israélien, Géostratégies 2000 a décidé d'organiser conjointement avec l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) deux manifestations exceptionnelles en invitant successivement Leïla Shahid, Déléguée Générale de l'Autorité palestinienne en France, et S.E Nissim Zvili, Ambassadeur d'Israël en France. Le 16 février, Leïla Shahid a ouvert le débat devant une assistance très nombreuse, où on remarquait notamment Michel Rocard, ancien Premier Ministre, Pierre Joxe, Catherine Lalumière et Jean-Philippe Lecat, anciens Ministres, ainsi que de nombreuses personnalités civiles, militaires ou diplomatiques. Leïla Shahid a affirmé son espoir en une reprise concrète du processus de paix, mais n'a pas caché ses craintes face aux risques d'incompréhensions mutuelles et de blocage. Elle a reconnu que seule une réelle volonté politique pouvait triompher de cette situation inextricable.

Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS, a lancé la réflexion en s'interrogeant sur la réalité des espoirs suscités par le sommet de Charm el-Cheik, le voyage de Condoleeza Rice en Europe et au Proche-Orient, et l'union des Européens, fermement décidés à s'impliquer davantage. Ce climat d'optimisme est-il justifié, va-t-on passer d'une phase de promesses à celle d'un accord, a-t-il demandé, en préambule, à Leïla Shahid.

Nous assistons aux frémissements d'un nouvel espoir, même si les Palestiniens accueillent avec scepticisme les grandes messes du type de Charm el-Cheik. Ils préfèrent les changements structurels. C'est le décès de Yasser Arafat, qui n'était pourtant pas un obstacle à la paix, qui nous a fait entrer dans une nouvelle ère, souligne Leïla Shahid.

n DES SIGNES ENCOURAGEANTS

Le risque était grand, après quarante ans d'un pouvoir incarné par un seul homme, de voir éclater une guerre civile entre différentes factions ou d'assister au déclenchement d'un putsch militaire.

Or, le peuple palestinien a démontré qu'il était digne de confiance et prouvé sa capacité à respecter le droit au pluralisme pendant la campagne électorale. Et en élisant Mahmoud Abbas, il a choisi de privilégier le processus politique, se félicite-t-elle. La situation de faiblesse du Premier Ministre israélien Ariel Sharon, confronté à une grave crise de politique intérieure, doit également être prise en compte. En décidant de se retirer de Gaza, il s'oppose à son propre parti et ne bénéficie plus que d'une très maigre majorité à la Knesset pour son gouvernement d'union nationale. Le Parti Travailleuse va-t-il être associé aux affaires, mais quels sont ses projets véritables ? Beaucoup de doutes subsistent quant aux intentions des uns et des autres. La mise en place de la nouvelle administration américaine joue également un rôle très important. Pour son premier voyage, Condoleeza Rice s'est envolée vers Israël, la Palestine et l'Europe. Ceci constitue un signal très fort. Dans son discours, à Paris, elle a adopté une vision plus politique. Tirant les leçons des échecs en Irak et dans la lutte antiterroriste, les Américains misent moins sur les moyens sécuritaires et militaires et repensent leur stratégie. C'est ainsi que la " feuille de route ", prévoyant la création d'un Etat palestinien en 2008, est de nouveau brandie. Ces trois évolutions majeures, qui ont à la fois une importance locale et internationale, précèdent Charm el-Cheik. Elles permettent un minimum de compréhension pour construire de vraies

bases pour la reprise des négociations, observe Leïla Shahid, assez réservée quant aux conséquences de cette rencontre. Il ne s'agit que d'une promesse, d'un engagement verbal, qui, au-delà du cessez le feu, n'a jusqu'à présent débouché sur rien. Nous n'avons obtenu aucune réponse quant à la libération de nos prisonniers, aucun engagement pour mettre fin à la poursuite de nos militants par l'armée israélienne. Par ailleurs, il n'est pas encore question de lever les barrages militaires qui entourent nos villes. Or, c'est un problème capital, qui empêche la population de vivre, de travailler, de circuler librement. **La levée des barrages est un point fondamental.** Nous nous heurtons à plus de 700 barrages militaires sur 600 km² ! Dans ce contexte, redonner la gestion de Jericho à l'armée palestinienne n'a pas vraiment de sens.

n DES NEGOCIATIONS SOUS CONDITIONS

Pour progresser, il faut être pragmatique et c'est là, l'une des grandes qualités de Mahmoud Abbas. S'inscrivant dans la continuité des revendications de Yasser Arafat pour la création d'un Etat palestinien, il possède une légitimité historique. Mais, son tempérament et son caractère différent de ceux de l'ancien leader. Moins charismatique, moins flamboyant, il sait écouter, calmer les esprits, il apprécie les échanges et ne s'est pas laissé aller à la déception après Charm el-Cheik. Il essaie au contraire de capitaliser les avancées, comme le soutien jordano-égyptien. Le discours arabe et palestinien va désormais s'intégrer dans le cadre de la " feuille de route " établie en mars 2003 par les Etats-Unis, l'Europe et la Russie. Remisée au frigidaire pendant la campagne électorale de Georges Bush, elle est à nouveau d'actualité. Ariel Sharon joue la prudence, mais les autorités palestiniennes affichent leur volontarisme, même si la population, encore traumatisée par l'échec des accords d'Oslo, ne parvient pas à faire taire toutes ses peurs. Elle mesure le fossé entre le discours d'Ariel Sharon et les agissements de l'armée sur le terrain. Elle craint que le retrait israélien ne se résume à Gaza, elle refuse un Etat non viable de 356 km². Malgré tout, l'autorité palestinienne veut faire la preuve de sa maturité politique, essayer de repartir sur des bases nouvelles et positives, en dépit des obstacles qui se multiplient. Comme la construction du mur, qui crée une nouvelle frontière le long de la Cisjordanie, ou le souhait d'Israël d'annexer tout Jérusalem Est. Désormais, les citoyens de cette ville ont besoin d'un permis pour se déplacer en Cisjordanie... **Nous n'accepterons pas que le retrait de Gaza se fasse aux dépens de celui de la Cisjordanie,** martèle Leïla Shahid. Il doit être réalisé dans le cadre de la feuille de route, le " quartet " doit assumer la responsabilité des différentes étapes, préciser les mesures attendues de la part de chacun, de manière parallèle. Une opportunité unique et historique s'est produite à Charm el-Cheik. Les Américains ont exprimé leur désir de coopérer avec les Européens pour venir à bout de ce conflit. A vous, Européens, de mener une politique plus dynamique et plus volontariste. Nous avons vraiment besoin de votre expérience et de votre accompagnement pour espérer réussir, conclut Leïla Shahid.

Cet exposé captivant s'est poursuivi par un débat animé par Serge Rechter et Pascal Boniface Il a donné lieu à des échanges directs et vivants.

L'ancien Premier Ministre Michel Rocard, qui fut observateur international, aux côtés notamment de Jimmy Carter, pour le bon déroulement de l'élection du nouveau chef de l'Autorité palestinienne, a ouvert la discussion.

S'il confirme qu'il y a bien du changement dans l'air, il se méfie de tout emballement excessif. Selon lui, Ariel Sharon est entraîné dans un engrenage qui le dépasse. Son retrait de Gaza le place dans une situation difficile au sein de sa propre majorité. Il n'avait pas prévu d'avoir recours à un gouvernement de coalition, incluant les Travail-listes. Par ailleurs, ni la Cisjordanie, ni Jérusalem, ne figurent au programme d'éventuelles négociations. Il est certain, constate Michel Rocard, qu'il préférerait que les armes se taisent, mais il y met de telles conditions que c'est quasiment mission impossible. Le fait que

l'Égypte appuie le processus d'évacuation de Gaza est très important. C'est un facteur qui influence les acteurs en présence. Le taux de participation aux élections, très élevé, montre la fierté du peuple palestinien à participer à un vote démocratique. C'est très encourageant, d'autant qu'Israël a choisi de ne pas s'immiscer dans le processus. Les élections législatives, prévues en juillet, seront très significatives. Le pouvoir sera plus discuté, le Hamas sera présent partout. Pour s'assurer de leur bon déroulement, il faudrait supprimer la Haute Commission, créée dans l'urgence des municipales. Ses membres comprennent trop de militants politiques. La Commission électorale centrale, très intègre, doit disposer d'une autorité totale, assure Michel Rocard, qui attire également l'attention sur le problème des électeurs de Jérusalem Est. Ils sont obligés de voter par correspondance, dans des bureaux de poste, qui, pour l'heure, ne sont pas assez nombreux. Or, si Israël ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à ces engorgements, seuls 6000 des 100 000 Palestiniens de Jérusalem Est pourront voter. Il y a là un risque de pollution de l'espoir démocratique palestinien.

L'autorité palestinienne n'a pas la capacité d'éradiquer le terrorisme. Pour en venir à bout, elle doit pouvoir s'appuyer sur la population, qui changera de comportement, uniquement si elle retrouve espoir en une vision politique démocratique.

Classe de Terminale du Lycée Charlemagne (TPE sur Jérusalem) : La question de Jérusalem représente-t-elle un point capital du conflit ? Le plus facile ? Le plus difficile ? Comment définiriez-vous l'identité palestinienne ?

La question de Jérusalem est universelle. Cette ville est propriété de l'humanité. Elle devrait être sous protection internationale, ouverte à tous, être un lieu privilégié de coopération entre Israéliens et Palestiniens. Elle est également très importante sur le plan spirituel. Or, mis à part le Pape, je trouve que l'Eglise la défend assez mollement. Elle vit actuellement l'une de ses périodes les plus noires avec la construction du mur. Le cœur de la tradition historique des Palestiniens, qui sont les héritiers d'une tradition juive, chrétienne et musulmane, se trouve à Jérusalem. Faire de Jérusalem la capitale d'Israël relève de la fiction. L'identité palestinienne rejoint le sentiment d'appartenance à une Terre sainte. Les dossiers des réfugiés, des colonies, des frontières, de Jérusalem sont tous étroitement imbriqués, il n'y a pas de hiérarchie dans leur complexité. Tous peuvent et doivent être résolus. Avec la construction du mur, se pose un nouveau problème. En 1948, une grande partie des propriétés de Jérusalem Ouest a été confisquée, au profit des Israéliens, conformément à la loi des absents. Or, depuis l'édification du mur, la loi est également appliquée à Jérusalem Est, 50% des biens pourraient être confisqués. Les Etats-Unis ont réagi et fait pression sur le gouvernement Sharon pour arrêter ce processus illégal. Israël s'est déclaré prêt à tout arrêter, mais apparemment, tout n'est pas aussi simple. Je suis très inquiète de ces faits qui s'accomplissent ainsi, sous la houlette de Charm el-Cheik, reconnaît Leila Shahid, très heureuse par ailleurs du bon déroulement des élections. Les Israéliens ne sont pas intervenus, car ils veulent donner d'eux-mêmes une image démocratique. Le rôle des observateurs internationaux a été déterminant, tout comme celui de l'Europe, qui nous a beaucoup aidés dans nos premiers pas d'électeurs. Cette expérience est très récente, le droit de voter n'a été acquis qu'en 1996 ! Pour l'avenir, la question de Jérusalem est primordiale. Si la communauté internationale est complice, par omission, des entraves à la libre élection à Jérusalem Est, cela enlèvera toute légitimité au reste du processus.

Général Jean-Noël Sorret (Administrateur GAVA) et Thierry Sénéchal (Expert A.S.I) : Comment résoudre la question des réfugiés ? Peut-on envisager un retour à leur mère patrie ?

Il n'y a pas de blocage sur ce point. Selon la résolution " 194 " qu'Israël a acceptée en adhérant à l'ONU, tout réfugié a droit au retour. Il faut simplement négocier le nombre de réfugiés qui souhaitent revenir, en accordant ce droit en priorité aux Palestiniens du Liban qui souffrent d'un statut précaire. C'est la situation présente, les pratiques et les mesures prises sur le terrain qui enveniment le climat. Comme la confiscation des terres, des sources d'eau, qui entraînent des transferts de population, la construction du mur qui crée des frontières artificielles. Des faits irréversibles, très graves,

s'accomplissent actuellement dans l'espace palestinien. C'est une politique suicidaire de la part de l'Etat d'Israël. S'il poursuit cette politique, dans vingt ans, il y aura plus de citoyens palestiniens que de juifs. Actuellement, sur les 3,5 millions de Palestiniens des territoires occupés, 1,2 millions ont la citoyenneté israélienne. Nous avons accepté que le nouvel Etat palestinien ne soit constitué que de 22% de notre ancien territoire. Mais, si on nous empêche d'avoir un Etat viable, c'est impossible. Or, la vision de l'avenir, avec ce mur, est tragique. Le seul Etat juif du monde, dont certains des fondateurs prestigieux ont connu l'horreur des ghettos, est en train de la reproduire. Les Israéliens doivent être rassurés, leur sécurité ne dépend ni des murs, ni des missiles, mais de la paix avec leurs voisins palestiniens et arabes.

Jacques-Yves Bohbot (Deloitte and Touch, Conseiller de Paris) : *Quelles mesures l'Autorité palestinienne peut-elle prendre pour lutter contre le terrorisme ?*

Tout combat sécuritaire, politique ou militaire n'est pas envisageable. Il faut bien comprendre le contexte historique. Les Palestiniens ont subi 38 ans d'occupation. Pendant 56 ans, ils ont été dépossédés de leurs droits. 400 000 d'entre eux, au Liban, n'ont même pas de passeports. C'est une situation désespérée, qui enlève à la population le droit d'espérer, de travailler. **Pour que le terrorisme disparaisse, il n'y a qu'une seule solution, quel que soit le dirigeant : il faut réussir la paix.** Si le terrorisme s'est tellement développé au cours des quatre dernières années, c'est parce que les Israéliens ont tout fait pour le nourrir, avec des répressions militaires de plus en plus sanglantes. La seule réciprocité qui puisse exister est d'ordre politique. Itzhak Rabin l'avait bien compris, pendant ses deux ans d'intenses négociations avec Arafat, il n'y a pas eu d'attentats.

Monique Cerisier ben GUIGA (Sénatrice des Français de l'Etranger) : *Etes-vous préoccupée par la question des colons israéliens ?*

Il y a actuellement 8000 colons juifs à Gaza et 400 000 en Cisjordanie. Israël est en train de construire des villes dans le désert du Neguev pour reloger une partie de ceux qui vont quitter Gaza. Certains se replieront-ils en Cisjordanie ? C'est une réelle incertitude, qui suscite de l'inquiétude.

Luc Debievre (Chroniqueur au journal Gulf News) : *Quand la population palestinienne va-t-elle réagir sur les problèmes de frontières et de réfugiés, sur la question de Jérusalem ?*

Mahmoud Abbas est conscient des tensions. Contrairement à Ariel Sharon, il ne veut plus d'accords intérimaires. Le temps joue contre la paix. Les colonies ont doublé de taille, la population est toujours plus nombreuse à s'y installer. La confiance a disparu, les élections israéliennes anticipées, provoquées par des crises intérieures, ne rassurent pas. **La seule issue, pour le moment, est d'appliquer la feuille de route, sous surveillance internationale.** Pour cela, le gouvernement israélien doit faire preuve de courage et de volonté politique. Il n'a pas le choix.

François-Xavier Martin (Directeur des Marchés Telecom-Ferma ; Vice-Président des AX, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : *Comment concevez-vous le futur Etat palestinien ? Laïque, confessionnel ? Inclura-t-il des citoyens juifs ?*

Ce sera un Etat laïque, pour tous les citoyens, les colons seront les bienvenus s'ils respectent l'autorité palestinienne. Toutefois, la laïcité dépend beaucoup des rapports de force politiques. Ses partisans sont actuellement majoritaires au Parlement, mais rien n'est définitif. Je suis cependant optimiste, car la tradition laïque est très ancrée dans le mouvement palestinien.

Pierre Joxe (Membre du Conseil Constitutionnel – Ancien Ministre) : *Comment envisagez-vous l'avenir proche ? Comment vont se dérouler les élections de juillet ? Elles suscitent des espérances, mais aussi des inquiétudes. Si trop d'espoirs sont déçus, notamment avec la construction du mur, ne risque-t-on pas d'assister à un nouvel embrasement ?*

Les élections municipales se déroulent en plusieurs étapes, sous le contrôle d'observateurs internationaux. Deux ont déjà eu lieu. Elles sont essentiellement techniques. Les personnes élues ont déjà exercé des responsabilités locales, ou alors sont choisies par allégeance clanique. La situation est différente pour les élections législatives. Elles raniment le débat politique, les liens entre fédérations, organisations syndicales ont été retissés. Les mouvements d'opposition islamistes comme le Hamas, vont y participer. Ils s'opposeront aux forces laïques, qui croient au compromis historique. Si le projet d'Etat palestinien retrouve une réelle crédibilité, grâce à de nouvelles orientations stratégiques du gouvernement israélien, grâce à un engagement sans faille de la communauté internationale, la population reprendra confiance et Mahmoud Abbas l'emportera à une très forte majorité. Dans le cas contraire, si, une fois encore, les promesses ne se réalisent pas, le pire est à craindre. Nous devons parvenir à améliorer les conditions de vie des Palestiniens (levée des barrages, reprise du travail, libération des prisonniers...). **Si nous échouons, un raz de marée islamiste se produira dans toute la région.** En Irak, les chiïtes ont démontré leur puissance et dans la plupart des pays arabes, les laïcs ont été évincés. Ils ont chèrement payé leurs erreurs, mais aussi celles des grandes puissances occidentales, notamment des Américains, aveuglés par leur terreur du communisme. Mahmoud Abbas doit absolument gagner son pari, il en va de la survie des projets laïcs et démocratiques.

Marie Clodilde Hingray

(propos non revus par les participants)

* * *

Une femme de conviction ; un exposé et un débat sans concession ; la foi dans le politique mais...

CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN " ET MAINTENANT ? " AVEC S.E NISSIM ZVILI, AMBASSADEUR D'ISRAEL EN FRANCE

Géostratégies 2000, en partenariat avec l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), poursuit son débat sur le conflit israélo-palestinien, entamé le 16 février dernier avec Leïla Shahid, Déléguée Générale de l'Autorité Palestinienne en France. Le mercredi 23 mars, S.E Nissim Zvili, Ambassadeur d'Israël en France, s'est exprimé, à son tour, devant nombre de personnalités diplomatiques et parlementaires, sur les possibilités d'une reprise concrète du processus de paix. Optimiste mais lucide, il a analysé la nouvelle donne, porteuse de signaux très encourageants, mais n'a pas caché ses inquiétudes quant aux risques de dérapage et d'échec. Convaincu des chances réelles de parvenir enfin à un accord, il a appelé la communauté internationale à soutenir les efforts entrepris, et à contribuer ainsi à un meilleur équilibre de la région.

Nissim Zvili est un partisan et un artisan de la paix. Secrétaire Général du Parti Travailleiste, il fut un très proche collaborateur d'Itzhak Rabin et a joué un rôle essentiel dans les Accords d'Oslo. Soucieux de maintenir le dialogue, il défend et illustre avec courage les positions de son gouvernement, affirme Pascal Boniface, Directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques, avant de laisser la parole à notre invité.

Nous vivons un moment déterminant. Une bouffée d'espoir apparaît, suscitée par la conjonction de trois éléments très importants : la mise en place d'un gouvernement d'Union Nationale en Israël, l'élection de Mahmoud Abbas, le nouveau chef de l'Autorité Palestinienne, et la volonté de l'administration américaine d'aboutir à un règlement, assure Nissim Zvili. Bien sûr, le gouvernement d'Ariel Sharon a opposé une fin de non-recevoir à tout plan de paix global. Il se limite au seul retrait de Gaza. Un premier pas ou une manière de retarder l'ensemble du processus ? Par ailleurs, les relations avec la France se réchauffent, il y a un réel désir de rapprochement entre les deux pays. La visite que j'ai effectuée avec Jean-Pierre Raffarin pour l'inauguration du Musée de la Shoah a été couronnée de succès. J'ai été impressionné par l'ouverture d'esprit dont a fait preuve votre Premier Ministre pour aborder la complexité des problèmes, souligne Nissim Zvili, frappé également par l'ambiance qui règne actuellement dans l'Etat Hébreu. On a le sentiment de traverser une période cruciale, qui va engager tout notre avenir. L'euphorie, née des Accords d'Oslo, a été de courte durée. Depuis Charm El-Cheik, **c'est le réalisme politique qui prévaut. L'opinion publique est consciente que le chemin à parcourir sera long, pénible et douloureux et qu'il nécessitera des concessions territoriales douloureuses. Mais, dans sa grande majorité, elle se montre favorable à une solution politique et à la reconnaissance d'un Etat palestinien.** En une décennie, l'évolution des mentalités a été très nette. Ariel Sharon, lui aussi, a accompli une révolution idéologique. Il a osé redéfinir les intérêts de l'Etat, posé les vraies questions. Lui qui était le plus fervent des dirigeants politiques en matière d'implantations dans les territoires occupés, qui incitait les colons à s'y installer pour assurer la sécurité d'Israël, prouve sa capacité à redessiner de nouvelles frontières, à abandonner la Bande de Gaza, désormais inutile et dangereuse. Une telle transformation le rend minoritaire dans son camp politique et même dans son propre parti

< UNE RESISTANCE INQUIETANTE

Très déterminé, il ne se voile pas la face pour autant. Il sait que l'Etat d'Israël traverse l'une des épreuves les plus difficiles depuis sa création. L'atmosphère des rues des grandes villes n'est pas anodine. Elle rappelle celle qui prévalait, juste avant l'assassinat de Rabin. Des groupes militants opposés au processus de paix s'organisent. Et cette minorité n'est plus marginale, elle regroupe au moins 20% de la population. On y trouve des habitants des colonies, une extrême droite très dure, défendant les idéaux du " Grand Israël " et des rabbins fanatiques. Ce cocktail peut se révéler très dangereux, avertit Nissim Zvili. Il y a, pour la première fois, une menace de guerre civile, les valeurs de base sont remises en cause. On n'hésite pas à inciter à la désobéissance dans l'armée, à assiéger la Knesset. Ce mouvement peut devenir très virulent et incontrôlable...L'évacuation des 8000 Israéliens de la Bande de Gaza et du Nord de la Cisjordanie sera très délicate. Environ 100 000 personnes sont prêtes à s'y opposer par la violence. **Les jeunes soldats très religieux devront arbitrer entre les décisions de leur rabbin et de leur officier.** Ce qui leur créera un véritable cas de conscience. Que peut faire un jeune homme de 18 ans pris entre un rabbin fanatique et un colon excité ? Le dilemme est là. Mais, il faut avoir confiance en notre démocratie, très enracinée dans les esprits.

< LE PARI DE LA PAIX

La capacité de Mahmoud Abbas à assumer ses responsabilités constitue également un motif d'inquiétude. Il doit tirer les leçons de l'échec des Accords d'Oslo. La situation s'est aggravée, la confiance s'est effondrée, parce que l'Autorité Palestinienne a manqué de volonté pour exercer son pouvoir. Mahmoud Abbas, qui a reçu un mandat très clair de son peuple, est condamné à réussir. Il doit entamer un processus de paix avec Israël, lutter contre la violence des mouvements terroristes. Il a choisi d'essayer de les intégrer dans le système politique et Israël lui permet de disposer de la marge

de manœuvre nécessaire pour appliquer cette stratégie. C'est un choix à la fois intelligent et risqué. Les services de renseignement et l'armée israélienne ne partagent pas la même opinion quant à la pertinence de cette option. Les premiers ne croient pas à une trêve, c'est seulement une illusion de calme. Les seconds, au contraire, pensent que les militaires sont assez puissants pour prendre ces risques, qu'il faut donner une chance à Mahmoud Abbas. Mais, ce dernier pourra-t-il maîtriser le Hamas et le Djihad islamique, stopper la spirale infernale des attentats, s'interroge Nissim Zvili, persuadé toutefois qu'il ne faut pas laisser échapper ce moment d'opportunité exceptionnelle. **Nous sommes face à deux leaders très déterminés, qui se font confiance, et qui veulent atteindre leurs objectifs.** S'ils échouent, tout redeviendra figé, pendant encore au moins une génération ...

< UN SOUTIEN INTERNATIONAL

La communauté internationale, pour sa part, a un rôle subtil à jouer. Elle ne doit pas intervenir directement dans les négociations bilatérales entre les deux camps, mais accompagner le processus. Elle doit laisser Ariel Sharon et Mahmoud Abbas avancer à un rythme adapté aux aspirations de leurs peuples, tout en respectant leurs engagements. Jericho, ainsi que plusieurs autres villes, sont désormais sous contrôle de l'Autorité Palestinienne. L'évacuation de Gaza et du Nord de la Cisjordanie, prévue pour la fin 2005, se réalisera, **même si des bombes explosent. Toutefois, si Gaza se transforme en une zone terroriste contre Israël, alors on pourra dire adieu aux espoirs de paix. Il faut rassurer les 1 400 000 Palestiniens de la Bande de Gaza, essayer de les sortir de leur misère, de leurs camps de réfugiés.** Les puissances occidentales peuvent leur donner une nouvelle espérance en finançant des plans d'aide sociale, des programmes pour la santé et l'éducation. L'intervention d'éléments extra-territoriaux ne doit pas non plus être prise à la légère. **Il est de notoriété publique que 65% des attentats en Cisjordanie ont été initiés et financés par des Iraniens !** Ils ont également créé 54 nouveaux réseaux et recrutent des Arabes Israéliens. **Nous comptons sur la communauté internationale pour lutter contre ces forces étrangères, pour aider les Palestiniens à se rebâtir, à envisager un avenir meilleur, conclut Nissim Zvili.**

Cet exposé, à la fois ouvert mais lucide, s'est poursuivi par un débat animé par Serge Rechter et Pascal Boniface, qui a donné lieu à de nombreux échanges, et a permis des confrontations parfois vives mais stimulantes.

Monseigneur Dubost (Evêque d'Evry-Corbeil-Essonne) : J'ai participé récemment à un voyage à Auschwitz et j'ai été frappé par l'attitude des jeunes Israéliens, qui chahutaient dans ce lieu de mémoire, et ne se différenciaient guère de leurs camarades européens. Y a-t-il un avenir pour la mémoire de la Shoah en Israël, constitue-t-elle encore un ciment pour la société ? Les Juifs de Russie y adhèrent-ils ?

Cette question est très sensible en Israël. Nous avons échoué dans notre travail de mémoire vis à vis de la jeune génération. Elle est née dans un pays indépendant, elle ne se sent pas directement concernée par la Shoah. Pour elle, c'est de l'histoire. En revanche, je suis admiratif du travail effectué en France en ce sens, depuis plusieurs années. Les commémorations associant la jeunesse se multiplient. C'est très émouvant. Le 5 mai prochain aura lieu " La Marche des Vivants ". 18 000 adolescents, entre 15 et 19 ans, venus du monde entier, se retrouveront à Auchwitz pour cette occasion. C'est une initiative qu'il faut saluer, mais qui n'est pas suffisante. Notre Ministère de l'Education doit s'attaquer sérieusement à ce sujet.

Lycée Charlemagne (Classe de Terminale – TPE sur Jérusalem) : Leïla Shahid, lors de son intervention en ces lieux, a proposé que Jérusalem passe sous l'égide internationale. Qu'en pensez-vous ?

La question de Jérusalem ne doit pas être abordée au **début** des négociations. Le risque de dérapage est trop grand. **Chacun a " son " Jérusalem. Pour le peuple juif, c'est la capitale historique. Pour les Palestiniens, c'est la capitale de l'avenir.** La vieille ville peut éventuellement avoir un statut particulier, international, mais pour l'ensemble de Jérusalem, c'est inacceptable. Ce sujet est trop sensible, il déchire l'opinion publique. Il faut laisser le temps au temps.

***Stéphane Hessel (Ambassadeur de France) :** Vous nous ouvrez une perspective optimiste. Ariel Sharon fait preuve de courage politique. Mais est-il prêt à évoluer sur des questions comme la construction du mur, ou encore la mise en propriété juive de certains quartiers de Jérusalem ? Ne devrait-il pas encourager certains gestes pour conforter la position de Mahmoud Abbas face aux mouvements terroristes ? Lui faciliter la tâche en libérant non pas 900 mais plusieurs milliers de prisonniers palestiniens, en permettant une plus grande liberté de circulation à l'intérieur de la Cisjordanie ?*

Ariel Sharon développe une vision globale pour résoudre ce conflit. Il essaie de percevoir des frontières permanentes et a convaincu Georges W. Bush de la pertinence de cette approche, qui n'est pas très éloignée au demeurant de celle que prônait Bill Clinton. Si le Président américain accepte de prendre en compte les nouvelles réalités du terrain, il s'oppose encore aux prises de position sur Jérusalem et la Vallée du Jourdain. Pourtant, après la guerre, un régime chiite s'est installé en Irak, tout comme en Iran, ce qui entraîne une certaine pression sur la Jordanie, la Cisjordanie et la Vallée du Jourdain. Israël souhaite y déployer son armée pour contrer ce front, mais, pour l'heure, cette option ne reçoit pas l'aval automatique de la communauté internationale. Mahmoud Abbas n'a pas besoin de gestes, mais d'un vrai changement politique au sein des territoires occupés. La décision de libérer toutes les villes palestiniennes de l'armée israélienne va dans le bon sens. En ce moment, des discussions secrètes se tiennent au sujet des prisonniers. Il n'est pas du tout sûr que Mahmoud Abbas souhaite la libération d'un plus grand nombre d'entre eux. Ils risqueraient de réactiver les réseaux et de faire obstacle aux négociations. Or, **Ariel Sharon a intérêt à assurer la réussite de la politique d'Abbas**, c'est une lueur d'espoir, la page " Arafat " est définitivement tournée. Malheureusement, depuis l'élection du nouveau chef de l'Autorité Palestinienne, l'aide économique et financière des pays donateurs a baissé. Auparavant, les systèmes étaient tellement corrompus qu'ils enraccinaient la misère. **La communauté internationale doit permettre au peuple palestinien de sortir de la pauvreté, de se développer. Elle ne doit pas rater ce rendez-vous.**

Jean-Michel Pignoux (Rédacteur en Chef Politique du Bulletin Quotidien) :** Nous célébrons en France la centenaire de la loi de 1905, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En étant un peu utopique, ne peut-on envisager un seul Etat regroupant Israël et la Palestine, avec des citoyens égaux en droits et en devoirs ? Cette question a aussi été posée sous une forme différente par **Raoul Salzborg, consultant

Je n'y crois absolument pas. L'Etat d'Israël doit être juif. Le peuple hébreu a droit à sa patrie, les Palestiniens également. Cette approche est perçue comme antisioniste et elle est tout à fait inconcevable, c'est du négationnisme, on ne peut vivre dans cette illusion. Peut-être pourrait-on imaginer une Confédération jordano-israélo-palestinienne, si le processus de paix aboutit. La nouvelle réalité politique reposera sur la coexistence d'un Etat Juif et d'un Etat Palestinien.

***Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) :** L'Etat d'Israël a-t-il le monopole des juifs du monde entier ? Ceux-ci, qui sont bien entendu, et à très juste titre, attachés à l'existence et à la sécurité absolue de l'Etat d'Israël, ont-ils néanmoins le droit selon vous de choisir entre cet Etat et les pays où eux-mêmes et leurs familles ont leurs racines, leur culture, leur patriotisme depuis des générations ? La double allégeance ne me paraît pas acceptable. Les Français, juifs ou non, ne peuvent être que choqués par l'invitation insistante faite par Ariel Sharon aux Français juifs à quitter leur patrie, la France, où leur sécurité ne serait plus assurée, pour émigrer vers Israël. Cela aussi, c'est inacceptable.*

Il n'y a pas de monopole. Simplement, le peuple juif ne peut pas vivre sans Israël. Il a besoin d'une centralité. Les Juifs ont le droit de choisir le pays où ils veulent vivre. Depuis quelques années, certaines familles installées en France partent pour le Canada et les Etats-Unis. C'est leur décision, elle doit être respectée. Les Juifs de France aiment leur pays, ils s'y sont très bien intégrés, mais ils ne comprennent pas l'antisémitisme qui s'y développe. Son ampleur, la relative indifférence de la société française les inquiète beaucoup. Lorsque Ariel Sharon a évoqué ce problème, il a bien insisté sur le fait que les Juifs de France n'étaient pas en détresse, contrairement aux Juifs de Russie (un million de nouveaux habitants en Israël) et d'Ethiopie (où un pont aérien en a rapatrié 30 000 vers la mère patrie). 60% du peuple juif ne vit pas en Israël, mais c'est sa patrie, un lieu de solidarité.

S.Rechter : *La sémantique a son importance. J'insiste sur un point : j'ai évoqué les Français juifs et non les Juifs de France...*

Jean-Louis Pierrel (Consultant – IBM France) : *Concernant l'aide internationale pour accompagner la reconstruction de la Palestine, je tiens à souligner que l'Union Européenne est le premier bailleur de fonds, mais qu'elle est rarement reconnue dans ses efforts. L'aéroport de Gaza, financé par l'UE a même été bombardé par l'armée israélienne...*

Vous sous-entendez que les pays donateurs pourraient utiliser leur aide pour influencer les événements dans la région ? Il est vrai qu'Israël entretient des relations plus étroites avec les Etats-Unis qu'avec l'Europe. Il s'agit d'une alliance stratégique renforcée. Nous partageons une vision commune sur l'avenir du monde. Toutefois, nous avons commis une erreur en négligeant l'Europe. Nous prenons conscience de la nécessité d'améliorer et d'approfondir nos relations. C'est ce qui se passe avec la France, nous défendons une analyse commune de la situation dans la région, au sujet du problème libano-syrien, des émigrants. Cela permet des ouvertures. Pendant des années, nous avons eu l'impression que l'Europe avait une vision trop romantique des relations internationales. Pourrait-elle utiliser sa nouvelle influence en essayant de changer le cours de certaines politiques dans les Pays Arabes, comme le font les Etats-Unis auprès d'Israël depuis très longtemps ? Quant à l'aéroport de Gaza, je suis désolé s'il a été détruit par l'armée israélienne, mais nous étions obligés d'en arriver là.

Sophie Jacquin (Chargée de mission Maghreb-Machref au SGDN) : *Mahmoud Abbas a choisi d'intégrer le Hamas et le Djihad islamique au processus politique. Ne pourrait-il pas en être de même avec le Hezbollah au Liban ?*

Le Hezbollah est à la fois un parti politique, qui compte 12 députés au Parlement, et une milice armée, qui a 12000 roquettes et missiles ciblés sur Israël, une véritable menace stratégique à notre égard. Cette double posture politique est indéfendable. Le Hezbollah doit choisir. S'il abandonne ses activités terroristes et devient un parti politique responsable, nous nous en réjouissons, cela correspond à nos intérêts et à ceux du Liban. Le dirigeant actuel est très intelligent, il devrait permettre l'intégration du Hezbollah dans le système politique.

Luc Debievre (Consultant) : *Il y a des discours assez contradictoires au sein de la classe politique israélienne sur la stratégie politique en cours. Il y a quelques jours, l'un des conseillers d'Ariel Sharon a déclaré que le désengagement de Gaza avait été décidé uniquement pour donner le change aux Américains. Le Premier Ministre lui-même tient parfois le même langage. Y a-t-il quand même une continuité dans les négociations ?*

Ariel Sharon possède une vision globale, fondée sur la redéfinition de frontières permanentes entre Israël et la Palestine. Il ne s'en éloigne pas. Mais, parfois, il doit ménager son opinion publique, l'influencer favorablement, pour qu'elle accepte mieux ces concessions territoriales. Rabin, lui-même, les jugeait impensables il y a dix ans. En plus de l'évacuation de Gaza et de la Cisjordanie, Ariel Sharon souhaite que 45% de la population palestinienne soit libérée de la présence de l'armée israélienne. C'est un objectif difficile, il est souvent minoritaire au sein de son gouvernement et de son parti. Il doit se montrer pragmatique et diplomate. Cette ouverture d'esprit est indispensable pour

prendre en compte tous les éléments de cet écheveau très complexe. **Ariel Sharon a fait un premier pas dans la bonne direction, il faut le soutenir et l'encourager sans arrière-pensée, pour permettre à la situation d'évoluer.**

Marie Clotilde Hingray

(propos non revus par les intervenants)

* * *

Là encore, beaucoup de conviction ; une réflexion fine ; un débat vif ; et surtout des signes clairs d'ouverture et de progrès. La foi dans le politique mais...